

L'Europe démocratique se muscle

Loin d'être une péripétie, la polémique suscitée par les attaques des socialistes français contre Angela Merkel traduit la politisation du jeu européen. La crise de l'euro oblige l'Europe à sortir du champ clos des tractations diplomatiques pour s'ouvrir au débat démocratique.

Par Henri de Bresson

Les attaques des socialistes français contre la politique d'Angela Merkel et des droites européennes ont suscité une violente polémique en France et gênent en Allemagne. Les dirigeants de l'UMP ont vivement réagi contre ce qu'ils considèrent comme une mise en cause de l'étroite relation dont Nicolas Sarkozy avait fini par faire lui-même le centre de sa politique pour convaincre les Français d'être plus courageux dans l'acceptation de réformes.

Faut-il pourtant s'étonner, face à une crise qui oblige beaucoup de pays à se remettre en cause profondément, qui suscite l'objet de divergences en fonction non seulement des situations nationales mais aussi des appartenances politiques ? Les affaires européennes ont longtemps été affaire de diplo-

mates. Mais en se densifiant, la nature des relations entre les pays de l'Union a changé. Le marché unique, l'abolition des contrôles aux frontières, la monnaie unique ont transformé la matière européenne, la faisant entrer peu à peu plus étroitement dans le domaine du politique, dans celui des partis.

Cette intégration de plus en plus étroite répond à une logique, celle qui mène aujourd'hui Angela Merkel à préconiser une Union politique et François Hollande à souhaiter faire de l'eurogroupe un gouvernement économique. Mais elle génère des tensions. Les Britanniques se sentent mal à l'aise dans une Union qui va pour eux trop loin. En Allemagne comme en France les mouvements anti-euro reprennent du poil de la bête. Un parti réclamant la sortie de la monnaie unique s'est constitué pour les élections allemandes. Et en France, le pessimisme des Français, leurs interrogations sur l'Union européenne peuvent conduire à un succès des extrêmes lors des élections européennes de 2014.

Dans cette situation, l'idée fait son chemin d'une plus grande transparence des processus de décision européens trop souvent accusés d'être entre les mains de technocrates détachés des réalités. Elle alimente les réflexions de nombreux think tanks européens. Mais les solutions se heurtent à un double problème. D'une part, à l'existence d'une Union européenne à double vitesse, avec un noyau dur de pays qui font partie de la zone euro, qui sent le besoin de s'intégrer davantage, et les autres. Et, d'autre part, aux réticences dans beaucoup de pays, notamment en France, de sauter le pas vers un

système fédéral, vers ces États-Unis d'Europe préconisés par les chefs des libéraux et des Verts au Parlement européen, Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit. On préfère rester flou sur qui, des États ou des institutions européennes, détient la réalité du pouvoir, ce qui nourrit l'opacité dont on se plaint justement.

Le traité de Lisbonne a ouvert des pistes. Il a donné plus de pouvoir au Parlement européen et prévu une association des Parlements nationaux au contrôle des textes européens. Il prévoit une responsabilité directe du président de la Commission européenne devant le Parlement européen. Cela donnera aux grandes familles politiques l'opportunité de présenter aux élections européennes de 2014 des candidats qui défendront leurs couleurs et leurs programmes.

"Il serait utile de souligner d'avantage les clivages entre les partis politiques, car ils structurent en partie la gouvernance de la zone euro", estime le directeur de la Fondation

Notre Europe-Institut Jacques Delors, Yves Bertoncini, dans une récente communication. Ces grandes familles politiques, qui tirent leur légitimité des forces nationales qu'elles fédèrent, ont la capacité de faire le pont entre la scène européenne et les scènes nationales. On voit bien que plus aucun des pays de la zone euro ne peut aujourd'hui être indifférent à ce qui se passe dans les autres, que le résultat des élections nationales pèse sur l'équilibre général. Il est logique qu'après la défaite de Nicolas Sarkozy, les relations entre un gouvernement allemand dominé par une droite libérale et un gouvernement socialiste français qui a une vision différente de la nature des réformes pour remettre la France en ordre de marche et sortir l'Europe de la crise, soient tendues.

Les droites européennes ont été les premières à comprendre l'enjeu des alliances de partis nationaux. Le chancelier chrétien-démocrate allemand Helmut Kohl s'est toujours intéressé au Parti populaire européen pour nouer des alliances qui lui servaient dans les négociations au Conseil. Il faudra attendre la fusion du RPR et de l'UDF au sein de l'UMP, en 2002, pour voir la droite française rentrer dans le jeu sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre Alain Juppé, qui noue des relations étroites avec la CDU. François Hollande a compris dans sa campagne électorale qu'il ne pouvait pas laisser le monopole de la relation franco-allemande au "Merkozyisme". Son rapprochement avec le SPD l'a aidé à ne pas paraître isolé lorsqu'il a exigé une réorientation de la politique anticrise de l'Europe. Même s'ils sont loin d'être d'accord sur tout, PS et SPD s'accordent pour

LA CRISE OBLIGE BEAUCOUP DE PAYS À SE REMETTRE EN CAUSE



François Hollande, Angela Merkel et José Manuel Barroso

accuser la droite allemande de ne pas assez prendre en compte l'impact social de la rigueur budgétaire.

Ces rapprochements ont permis des avancées. Les partis de droite français et allemands ont déposé ces dernières années des projets de loi communs à l'Assemblée nationale et au Bundestag. Socialistes et sociaux-démocrates ont mené avec succès dans leurs Parlements respectifs un combat commun pour la taxation des valeurs financières. Ce qui suppose que les élites nationales doivent adapter leurs formes d'action au jeu européen. Ce n'est pas acquis d'avance. Les

alliances ne sont pas toujours faciles à gérer sur le plan électoral. La victoire de François Hollande était censée impulser un changement de dynamique politique en Europe ; ses difficultés ne sont pas une incitation pour voter social-démocrate à moins de quatre mois des élections législatives allemandes. Ce que la droite ne se prive pas d'utiliser. Les libéraux, membres de la coalition d'Angela Merkel, ne cessent de tirer à boulets rouges sur François Hollande, montrant que le PS n'a pas le monopole des attaques contre ses adversaires politiques de l'autre côté du Rhin.

Die Kritik der französischen Sozialisten an Angela Merkel ist ein Indikator der zunehmenden Politisierung der europäischen Politik. In Krisenzeiten geht es nicht länger nur um diplomatische Verhandlungen, sondern um demokratische Debatten auf EU-Ebene.